

GT CTPM – 26 octobre 2021 Les questions d'actualité

Fidèle à son habitude, Solidaraires avait adressé la veille de la réunion une liste de questions dites diverses, sur l'actualité de la DGCCRF (cf. Mess2021-27(1) ci-joint). L'occasion d'obtenir quelques précisions... et un (Teasing de) scoop ?

La première partie de la réunion a été consacré exclusivement au plan stratégique, un second compte-rendu spécifique vous sera adressé très rapidement.

Les questions de Solidaraires

PLF 2022 + effectifs et moyens de la DGCCRF

Sarcastique, Solidaraires avait demandé quelle reconnaissance allait être faite pour le travail des agentes et agents de la DGCCRF, en dehors remerciements adressés par Alain GRISET aux seul-es participant-es au séminaire des cadres.

Au passage un clin d'œil aux entrepreneurs... Alain Griset le chef d'entreprise ne s'oublie jamais. Par contre, sait-il qu'il y a d'autres agent-es que les cadres à la DGCCRF et que ce sont ces derniers qui produisent les actions qui permettent au Ministre de tutelle de la DGCCRF de se faire mousser ensuite. ?



Le projet de budget fait référence à un très bizarre + 18 en [Equivalent Temps Plein](#) (ETP) et le -18 au Plafond Autorisé d'Emploi (PAE).

La DG a annoncé avoir pris connaissance de cette information à la sortie du projet de budget, mais qu'après vérification ce serait neutre, pour l'exercice 2022 comme pour les suivants (car parfois, les effets se font sentir après coup). Bref, effectifs stables en prévision... au mieux ! Quant à la bizarrerie, il s'agirait d'une acrobatie budgétaire, sans lien avec le transfert des PED (qui se fait sans transfert d'emploi) et sans lien avec le contrôle des métaux précieux (contrairement à ce qui figure dans les documents budgétaires). La DGCCRF victime d'une pratique trompeuse ?

Autre pépite du projet de loi de finances, le BOP 134 contient des mesures catégorielles pour la DGCCRF, non précisées. André Schwob, le Chef de service de soutien au réseau, a annoncé que la DG devrait avoir de « bonnes nouvelles » à annoncer prochainement, mais qu'elle est

en attente du vote de la Loi de finances et des annonces politiques... Mystère quant au contenu, mais cela ne devrait pas concerner la création d'un grade de débouché pour les Inspecteurs-trices, vu l'opposition de la DG sur ce point !
Un GT carrière sera proposé quand la DG le pourra...

Alertes et crises

Solidaires est revenu sur la gestion des alertes / crises par la DGCCRF, la situation des collègues à l'Unité d'Alerte, et celle des enquêtrices et enquêteurs en services déconcentrés qui voient leur charge de travail encore augmenter. Aux alertes s'ajoutent le transfert de la création des demandes d'intervention aux autres DD dans SORA puis la gestion du stock d'alertes « non prioritaires » de produits alimentaires.

La DG reconnaît les difficultés, et a annoncé que Jean Fouché, le chef de l'Inspection Générale des Services (IGS) avait fait son Retex, et ferait bientôt des propositions d'amélioration. La DG s'est dit prête à en discuter à l'occasion d'un prochain GT.

BIEC Océan Indien

Solidaires revendique la création d'une BIEC « Océan Indien » pour La Réunion et Mayotte, à l'image de ce qui existe aux Antilles. La réponse officielle de Virginie Beaumeunier devrait arriver prochainement. Si la DG reconnaît que le fonctionnement actuel peut être amélioré, elle refuse la création d'une BIEC...

Stagiaires

Les collègues stagiaires seront dans leurs directions de stage pratiques pour 3 semaines au mois de décembre, puis de fin février à début mars, et enfin de début à fin août dont 15 jours en pole C.

La DG n'a pas seulement changé le processus d'affectation en ayant recours à un interclassement sortie de concours, elle a également utilisé ce dispositif pour départager les demandes de résidences de stages toutefois après applications de critères prioritaires (ce qui est une différence notable avec les affectations), chaque stagiaire ayant initialement déposé 5 vœux. Environ 80 DD ont fait remonter 135 propositions de postes. Au final : 79 stagiaires ont eu leur 1^{er} vœu ; 11 leur 2^{ème} ; 13 leur 3^{ème} ou 4^{ème} ; 5 ont eu leur 5^{ème} vœu. Le directeur de l'ENCCRF en était plutôt satisfait.

L'optimiste n'était pas partagé côté syndical, puisque 6 stagiaires sont restés sans affectation de stage. Ils et elles ont été reçus par la responsable des études, permettant d'avancer sur 4 dossiers, le directeur de l'école ne désespérait pas d'aboutir pour les 2 derniers.

Solidaires a demandé que la DG « motive » les DD qui ne veulent pas accueillir, ou pas assez, de stagiaires et qui demandent ensuite des postes en sorties d'école.

Solidaires a également rappelé que les collègues dont la résidence déclarée avant le début de la scolarité est Montpellier devrait bénéficier de la prime stagiaire en cas de stage pratique dans une autre résidence.

Concernant le télétravail pour les stagiaires, la DG estime qu'ils sont exclus du champ d'application du décret... sans pouvoir nous expliquer la teneur de son raisonnement.

Solidaires attend la communication des éléments de l'administration pour se prononcer... ayant été dans l'impossibilité de trouver quoi que ce soit dans le décret télétravail qui fasse référence aux stagiaires ! et donc qui leur interdise la possibilité d'y être quand l'école organise des formations de ce type.

Les promotions de 2021

Solidaires a dénoncé la diffusion tardive des promotions prononcées en 2021. Réponse de la DG : le calendrier était indicatif !

La DG a indiqué la date de nomination dans les nouveaux grades :

- 1^{er} janvier pour les C ;
- 1^{er} octobre pour les B et A.

Concernant la campagne de nomination à l'emploi d'Inspecteur Expert, la dernière fiche de poste est arrivée à la centrale le 27 octobre, la campagne va être lancée dans le courant de la semaine... attendons en quand même la preuve.

Protection sociale complémentaire (PSC)

La DG va diffuser une instruction sur les modalités de mise en œuvre de la participation employeur à la PSC.

L'idée est de ne pas passer par les SGCD (sachant, comme l'a fait remonter **Solidaires**, que certains ont d'ores et déjà demandé ces attestations pour début novembre !), mais de faire remonter l'attestation et le formulaire qui l'accompagne (celui des DDI ou du Ministère, indifféremment).

Si les attestations arrivent après la date de préparation de la paye de janvier 2022, le montant fera l'objet d'un rappel sur paye ultérieure.

Il est à noter que pour les adhérent-es à la MGEFI, bien que bénéficiant du précompte sur la paye, il faudra également transmettre l'attestation disponible sur leur espace adhérent-e rubrique « Mon dossier » / « Mes informations » / « Mon attestation de couverture ».

Solidaires a demandé que la DG diffuse rapidement un message national pour informer les collègues sur la marche à suivre, et notamment le fait qu'il ne sera pas obligatoire de passer par les SGCD.

Indemnité télétravail

Les modalités pratiques de versement de l'indemnité télétravail seront beaucoup plus complexes que pour la PSC :

- Dans les services centraux et les services à compétences nationale, les données seront récupérées directement dans SIRHIUS. Pour les DR-I-EETS.
- Pour les DREETS hors SIRHIUS : la DG va voir comment les données vont être récupérées.
- Dans les DDI, la Centrale n'ayant pas d'accès à CASPER, le mode de remontée des informations est encore très flou. : si c'est suivi c'est dans CASPER, il faudrait que ce soit des infos qui soient remontées. Le point a été évoqué au CT des DDI et a été renvoyé à des discussions interministérielles à venir.

Il est à noter que l'indemnité de télétravail sera versée y compris pour les demi-journées télétravaillées (pas besoin de prendre des journées complètes).

Une affaire à suivre avec beaucoup d'attention donc !